

ANNEXE AU CAHIER DES
CHARGES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
CLAUSES D'INSERTION
PROFESSIONNELLE

La communauté d'agglomération Grand Calais, Terres & Mers, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article 38 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics en incluant dans le cahier des charges de ce marché public : la réalisation d'heures d'insertion.

La société qui se verra attribuer le marché, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

La communauté d'agglomération Grand Calais, Terres & Mers a mis en place une assistance spécifique qui doit permettre aux entreprises qui le souhaitent d'être accompagné dans la bonne compréhension et mise en œuvre de ce dispositif.

ATTENTION :

LES CANDIDATS NE SONT PAS AUTORISÉS À FORMULER DANS LEUR OFFRE DES RÉSERVES SUR LA CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.

UNE OFFRE QUI NE SATISFERAIT PAS À CETTE CONDITION D'EXECUTION SERA DÉCLARÉE NON-CONFORME AU MOTIF DU NON-RESPECT DU CAHIER DES CHARGES.

1) L'engagement d'insertion :

Les candidats doivent proposer un nombre d'heures directement l'acte d'engagement sur la base d'un minimum et d'un maximum déjà établi (Cf. tableau ci-dessous). Les candidats sont invités à se rendre sur le site afin de mieux apprécier la réalité du travail à effectuer et proposer un nombre d'heures cohérent.

| LOT N° | LIBELLÉ DU MARCHÉ | NOMBRE D'HEURE D'INSERTION À RÉALISER POUR LA DURÉE DU MARCHÉ |
|-------------------|--|--|
| | RAMASSAGE DES DÉCHETS ET OPÉRATIONS DE PROPRETÉ URBAINE | MINI 500 HEURES ET MAXI 800 HEURES |

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

L'embauche de la personne en insertion devra être postérieure à la date de notification du marché. Toute embauche antérieure à cette date ne pourra être prise en compte dans la réalisation de la clause d'insertion.

Le PLIE par l'intermédiaire de son Chargé de Mission Clause d'Insertion est le seul organisme habilité par le maître d'ouvrage à pouvoir proposer des candidats aux entreprises. Les publics qui n'auront

pas été préalablement validés par le PLIE ne pourront être pris en compte dans la réalisation de la clause d'insertion. Le PLIE est le seul organisme habilité par la maîtrise d'ouvrage à pouvoir valider les heures d'insertion.

A la demande du PLIE, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (par exemple, date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer Grand Calais, Terres & Mers par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le PLIE, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs du marché.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

En cas de non-respect du titulaire à ses obligations et notamment à son engagement d'insertion, non remédié suivant l'envoi par lettre recommandée d'une mise en demeure de s'exécuter dans un délai raisonnable décidé au cas par cas par le pouvoir adjudicateur, le marché pourra être résilié de plein droit sans préjudice de dommages et intérêts auxquels la communauté d'agglomération Grand Calais, Terres & Mers pourra prétendre.

2) L'accompagnement de la clause d'insertion

Pour toute information relative à la clause d'insertion :

Contact :

Service Marchés

Communauté d'Agglomération Grand Calais, Terres & Mers

76 boulevard Gambetta

62101 CALAIS

N° de téléphone : 03.21.19.55.00

N° de télécopie : 03.21.19.55.09

Ou

Monsieur Yigit AVCI

Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi de la Communauté d'agglomération Grand Calais, Terres & Mers

429 rue Gutenberg – 62100 CALAIS

03.21.97.97.97 / 06.66.94.67.57

yigit.avci@parcours-calais.fr

3) Les modalités de mise en œuvre

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une entreprise d'insertion ;
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés (l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire) ;
- 3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché.

4) Le contrôle de l'action d'insertion

Le prestataire produira le premier jour de chaque mois tous les renseignements relatifs (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc...) à la mise en œuvre de l'action.

Le refus caractérisé de transmission de ces renseignements entraîne l'application d'une pénalité prévue à l'article 5.

Les personnes en insertion devront être intégrées sur des postes productifs, pour cela, l'entreprise devra désigner un tuteur (responsable d'équipe) qui sera chargé d'assurer une fonction de formateur.

Les personnes en insertion devront exécuter des tâches énoncées par le CCTP.

En cas de manquement grave du prestataire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues à l'article 8 du CCAG.

5) Pénalités

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 70 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

LE CANDIDAT :

A _____,

Le _____

CACHET ET SIGNATURE